**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A BUT NON LUCRATIF D’UN SALARIE**

**en application de la convention d’accueil entre établissements – COVID 19**

MODELE

Entre les soussignés

< Dénomination de l’organisme de gestion >, association régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la Préfecture de <...> le <...>, publiée au Journal Officiel du <…>, dont le siège social est à <...>.

Représentée par <nom, prénom>  (Eventuellement, spécialement autorisé à l'effet des présentes par délibération du conseil d'administration en date du <...>).

D’une part,

Et,

< Dénomination de l’organisme de gestion >,association régie par la loi du 1er juillet 1901, déclarée à la Préfecture de <...> le <...>, publiée au Journal Officiel du <…>, dont le siège social est à <...>.

Représentée par <nom, prénom>  (Eventuellement, spécialement autorisé à l'effet des présentes par délibération du conseil d'administration en date du <...>).

D’autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

En raison de l’obligation d’accueil des enfants des personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire et en application de la convention d’accueil des élèves unissant les deux établissements <…> et <…> et afin d’organiser de manière optimisée et sécurisée cet accueil, <l’OGEC A>  et <l’OGEC B>, ont décidé (*éventuellement après consultation du CSE si ce dernier est dans une configuration de 50 ETP et +*) de coopérer ensemble pour mieux servir leur obligation réglementaire.

L’objet de ce détachement est d’assurer les missions suivantes :

<…>

**Article 2 – Salarié(e) concerné(e)**

Au titre de la présente convention, <l’OGEC A> convient de mettre à la disposition de <l’OGEC B>  Madame ou Monsieur <nom, prénom>. Madame ou Monsieur <nom, prénom> donne son accord par les présentes.

Compte tenu de l’urgence, et de la situation exceptionnelle, il est décidé d’un commun accord de ne pas établir un avenant au contrat de travail..

Au sein de <l’OGEC A>, Madame ou Monsieur <nom, prénom> est employé(e) en qualité de <indiquer l’emploi> (indiquer la strate de rattachement pour un salarié  relevant de la section 9 de la CC EPNL).

Madame ou Monsieur <nom, prénom> sera encadré(e) par Madame ou Monsieur <nom, prénom> en sa qualité de <<chef d’établissement ou son sub-délégataire, chef de service >> qui lui donnera toutes les instructions nécessaires et contrôlera l’exécution de son travail tout en respectant consignes de sécurité imposées dans le cadre de l'épidémie du coronavirus.

**Article 3- Temps et lieu de travail**

Madame ou Monsieur <nom, prénom> exercera son activité dans < l’OGEC B >  selon l’organisation prévisionnelle suivante : <<>>

Compte tenu de l’urgence, cette organisation pourra être modifiée chaque jour en fonction des demandes et besoin des parents indispensables à la gestion de la crise sanitaire.

**Article 4 – Gestion du personnel**

Pendant la durée de la mise à disposition auprès de <l’OGEC B>, <l’OGEC A> reste employeur de Madame ou Monsieur <nom, prénom>, la ou le rémunère et assure son suivi administratif.

<L’OGEC A> doit recevoir de <l’OGEC B>,  toutes informations sur les absences de la ou du salarié(e) pendant son temps de travail dans <l’OGEC B> dont les justificatifs lui seront directement adressés.

Le pouvoir disciplinaire reste de la compétence exclusive de <l’OGEC A>.

**Article 5 – Conditions financières de la présente convention**

Cette opération de détachement s’inscrit dans le cadre d’un partenariat entre associations à but non lucratif et n’a pour <l’OGEC A> aucun but lucratif.

En conséquence, <l’OGEC B> remboursera à <l’OGEC A> y compris pendant les congés acquis au titre du temps de mise à disposition, sur présentation d’une facture mensuelle :

* La rémunération, les charges patronales, les primes, les avantages divers et les indemnités de congés payés ;
* Les frais de déplacement et hébergement professionnels.

**Article 6 – Responsabilité du fait des salariés détachés**

Les parties à la présente renvoient à la convention d’accueil du <…>.

**Article 7 – Durée de la mise à disposition**

Cette mise à disposition prend effet le <date> et devrait normalement cesser au terme des mesures exceptionnelles de limitation d’accueil des établissements prise par l’Etat.

 Fait à <…>, le <…>,

 En triple exemplaire

*<Signature des parties précédées de la mention « Lu et approuvé »>*

<OGEC A> <OGEC B> Salarié(e)